



Le Premier ministre canadien Justin Trudeau [JEFF VINNICK/GETTY IMAGES]

La quatrième branche du gouvernement du Canada

La gauche radicale contrôle les agences de renseignement de la nation.

- Abraham Blondeau
- [10/08/2022](#)

Le Premier ministre Justin Trudeau a été pris dans un autre scandale. Immédiatement après la pire fusillade de masse de l'histoire du Canada en 2020, dans laquelle 22 personnes ont été assassinées en Nouvelle-Écosse, le gouvernement libéral de Trudeau s'est immiscé dans l'enquête pour en tirer un avantage politique. Le *Halifax Examiner* a annoncé la nouvelle le 21 juin : « La commissaire de la Gendarmerie royale du Canada [GRC], Brenda Lucki, 'a fait une promesse' au ministre de la Sécurité publique, Bill Blair, et au cabinet du Premier ministre, d'utiliser les meurtres de masse le 18 et 19 avril 2020 pour faire adopter une loi sur le contrôle des armes à feu. » La commissaire de la grc a délibérément aidé le programme politique du parti libéral.

Après la fusillade de masse, le tueur était en liberté pendant 13 heures à bord d'une réplique d'une voiture de patrouille de la GRC et portant des parties d'un uniforme de la GRC. Le tueur a mis le feu à plusieurs maisons et a abattu de nombreuses victimes qui ont été trompées par son déguisement, y compris une mère enceinte. La GRC a bâclé l'intervention et a dissimulé des informations essentielles à l'enquête en cours sur cette tragédie. La révélation de l'ingérence de Trudeau a été faite lors de cette enquête.

Le *Halifax Examiner* a poursuivi : « Une semaine après les meurtres, Lucki a fait pression sur la GRC en Nouvelle-Écosse pour qu'elle publie les détails des armes utilisées par le tueur. Mais les responsables de la GRC en Nouvelle-Écosse ont refusé de divulguer ces détails, affirmant que cela menacerait leur enquête sur les meurtres. » Pourtant, la promesse de Lucki au Premier ministre montre une raison différente à ce refus : ils voulaient s'assurer que rien ne vienne saper les efforts du gouvernement en matière de contrôle des armes à feu. La grc est une force de police fédérale et une agence appartenant au ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile, mais elle est indépendante du contrôle politique. Cela indique qu'il y avait une violation majeure de la séparation entre le pouvoir exécutif et la grc.

Ce scandale révèle une corruption à une échelle bien plus grande. Le gouvernement de gauche radicale de Trudeau a pris le contrôle total des agences de renseignement de la nation, créant ainsi la quatrième branche du gouvernement du Canada.

Trudeau suit le modèle de la politique de gauche radicale de Saul Alinsky que Barack Obama utilise pour transformer fondamentalement les États-Unis. Dans son livre nouvellement mis à jour [America Under Attack](#) [*L'Amérique sous attaque ; disponible en anglais seulement*], le rédacteur en chef de la *Trompette*, Gerald Flurry, explique comment Obama a formé une « quatrième branche du gouvernement » en armant les agences de renseignement afin de les utiliser contre ses ennemis politiques au lieu des véritables menaces et des criminels. M. Flurry écrit :

Barack Obama a utilisé ce partenariat [avec les entreprises *Big Tech*] pour armer les services de renseignement américains. Il a réussi à s'emparer d'un système créé pour surveiller et neutraliser les ennemis extérieurs de la nation et l'a déployé à la place contre ses ennemis politiques en Amérique.

Obama a effectivement créé un nouveau monstre bureaucratique à partir du département de la Sécurité

intérieure des Etats-Unis, du département de la Justice, du Bureau fédéral d'enquête et du bureau du directeur du renseignement national—une « quatrième branche du gouvernement » remplie de bureaucrates non élus de l'État profond qui lui sont fidèles, ainsi qu'à son idéologie et à ses objectifs.

Obama a nommé des radicaux au gouvernement, a centralisé son pouvoir à la Maison Blanche, et a utilisé les médias pour soutenir la persécution politique. Le succès de cette manœuvre d'Obama est en pleine démonstration aux États-Unis : le FBI et le département de la Justice ciblent les manifestants du 6 janvier et les parents qui s'expriment lors des réunions des conseils scolaires, les qualifiant même de terroristes nationaux, au lieu de cibler les vrais criminels. Trudeau a réussi à reproduire ce contrôle sur la police fédérale, la grc, ainsi que sur l'agence fédérale de renseignement, le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS).

La première étape pour réaliser ce programme radical consistait à centraliser le pouvoir dans le Cabinet du Premier ministre (CPM), qui est la machine bureaucratique du gouvernement Trudeau. Les bureaucrates font partie de la fonction publique qui dirige les différents départements de l'exécutif. La fonction publique a été qualifiée de « point d'équilibre » du système de gouvernement de Westminster. Mais que se passe-t-il lorsque tous ces bureaucrates de carrière sont des gauchistes radicaux ? La nation pivotera rapidement vers la gauche.

Policy Options a écrit : « Un manque de confiance entre les politiciens et les niveaux supérieurs de la fonction publique, et un cabinet du Premier ministre qui prend toutes les décisions, sont en train de 'détruire' la fonction publique du Canada, prévient Paul Tellier, l'ancien haut fonctionnaire du Canada. [...] 'Le gouvernement actuel, qui centralise tout dans le CPM, est en train de détruire la fonction publique [...] et le mot "détruire" n'est pas trop fort', a déclaré l'ancien greffier du Conseil privé de l'ère Brian Mulroney dans une interview. » Tous les ministères du gouvernement passent désormais par le cabinet du Premier ministre, même pour approuver les déclarations de presse et les *tweets*.

Cette centralisation de l'autorité au sein du bureau du Premier ministre a permis à Trudeau d'exercer un contrôle accru sur les diverses agences exécutives, notamment sur le ministère de la Sécurité publique et de la Protection civile [Sécurité publique Canada—SPC]. Ce ministère a autorité sur la grc et le SCRS, les deux principales branches du service de renseignement. Le SCRS relève également de l'Office de surveillance des activités en matière de sécurité nationale et de renseignement dont les membres du conseil d'administration sont nommés sur recommandation du Premier ministre.

Un autre exemple de la relation douteuse de laGRC avec Trudeau a été révélé le 25 avril par le *Globe and Mail*. En 2016, Trudeau a accepté l'invitation de l'Aga Khan à passer Noël sur son île privée aux Bahamas. La Fondation Aga Khan a reçu plus de 330 millions de dollars en subventions humanitaires du gouvernement canadien, et le commissaire à l'éthique a jugé que Trudeau avait enfreint la Loi sur les conflits d'intérêts en acceptant ce voyage, d'une valeur de 215 000 dollars. La GRC a mené une enquête et a constaté que Trudeau avait enfreint quatre des lois sur les conflits d'intérêts, mais a décidé de ne pas l'inculper. Le raisonnement s'explique en partie par la confusion entourant la Loi sur les conflits d'intérêts. De plus, comme le rapporte le *Globe*, « la GRC a conclu que, outre la faible probabilité de condamnation, l'inculpation d'un Premier ministre en exercice causerait des dommages qui 'emporteraient largement' sur les effets négatifs de l'inculpation d'un membre ordinaire du public ». Trudeau a connu de multiples scandales au cours de son mandat. Combien de fois la grc lui a-t-elle donné une carte « sortez de prison sans frais » ?

Le point de bascule du contrôle a été les manifestations du Convoi de la liberté en février. Cette manifestation populaire a immédiatement été qualifiée d'extrémisme intérieur par les médias populaires et le gouvernement Trudeau. Les preuves et les témoignages recueillis depuis n'ont révélé aucun acte de terrorisme, d'extrémisme ou de violence lors de ces manifestations. Cependant, la grc et le SCRS continuent de soutenir ce faux récit sans en fournir la moindre preuve. L'un des principaux témoignages utilisés pour justifier l'invocation de la Loi sur les mesures d'urgence concernait la communauté du renseignement, la grc et le SCRS, qui affirmaient que le Convoi de la liberté voulait renverser le gouvernement par la violence.

Ces mensonges flagrants révèlent comment les agences de renseignement sont une chambre d'écho destinée à faire avancer le programme de Trudeau. Notre numéro d'août 2022 de la *Trompette* contient un article intitulé « La transformation radicale du Canada ». On y lit :

« L'extrémisme domestique motivé par l'idéologie est là et il est là pour rester », a déclaré Jody Thomas, conseiller de Trudeau en matière de sécurité nationale et de renseignement, dans un odieux dénigrement des Canadiens ordinaires qui, il se trouve, n'aiment pas le gouvernement du Premier ministre.

Tout cela a été organisé. Ce que le Premier ministre et ses agents ont accompli est mieux compris par les effets qui se produisent actuellement. Les preuves montrent que la principale cible de contrôle du Premier ministre est les agences de renseignement.

Dans les mois qui ont suivi le Convoi de la liberté, le SCRS a renforcé sa division « extrémisme intérieur » et a déclaré que l'extrémisme de droite était l'un des principaux risques pour le Canada. *Global News* a rapporté que « le Service canadien du renseignement de sécurité consacre maintenant presque autant d'attention à l'extrémisme intérieur 'idéologique' qu'au terrorisme à motivation religieuse, ce qui marque un changement de paradigme dans les priorités de l'agence d'espionnage. [...] Le SCRS est passé de la fermeture de son bureau de l'extrémisme de droite en 2016 à consacrer presque autant de temps et de ressources à traquer l'extrémisme domestique 'idéologique' que les groupes terroristes religieux comme Daesh et Al-Qaïda en 2021 ».

En mars 2021, lors d'un témoignage devant la commission de la sécurité publique, Timothy Hahlweg, directeur adjoint des exigences du SCRS, a déclaré : « Le SCRS identifie quatre sous-catégories d'EVM [extrémisme violent à motivation idéologique] : xénophobie, sexisme, anti-autorité et autres violences motivées par des griefs. [...] Les acteurs de la menace EVM [extrémisme violent à motivation idéologique] continuent de cibler les groupes méritant l'équité, notamment les personnes racialisées, les minorités religieuses, la communauté lgbtq2+ et les femmes. » Hahlweg a ensuite déclaré : « Nous avons vu que les mesures de santé publique liées à la covid-19 ont intensifié les récits xénophobes et anti-autorité ainsi que les théories du complot, dont certaines rationalisent la violence. »

Avant même l'arrivée du Convoi de la liberté à Ottawa, la communauté du renseignement avait déjà préparé un récit pour qualifier d'extrémistes 'anti-autorité' ceux qui s'opposent aux mandats tyranniques liés à la covid. Le resserrement du contrôle par Trudeau a coïncidé avec une collaboration plus étroite de la GRC et du SCRS avec le FBI radical de Merrick Garland aux États-Unis.

Avant d'invoquer la Loi sur l'état d'urgence, Trudeau s'est entretenu avec le président Joe Biden, et les agences de renseignement canadiens ont collaboré avec le FBI (un an après que le FBI a incité l'émeute du 6 janvier). Trudeau et Biden ont convenu de conclure un accord « bilatéral » sur le renseignement. Le 22 mars, le procureur général des États-Unis, Merrick Garland, a annoncé le rétablissement d'un accord de partage d'informations entre le Canada et les États-Unis, ce qui garantit une plus grande collusion entre le fbi radical et la grc. Les deux organisations ont une longue histoire de collaboration, et la GRC prend des leçons du FBI dans « les arts obscurs », y compris la fabrication de complots terroristes et le piratage des *smartphones*.

Garland a déclaré à l'époque : « Un tel accord, s'il est finalisé et approuvé, ouvrirait la voie à des divulgations transfrontalières de données plus efficaces entre les États-Unis et le Canada afin que nos gouvernements puissent lutter plus efficacement contre les crimes graves, y compris le terrorisme. » Quel type de crimes le FBI et la GRC chercheront-ils à arrêter ? Le département de Garland a ciblé des ennemis politiques de la gauche radicale, des parents inquiets lors de réunions de commissions scolaires, et des émeutiers du 6 janvier. La même instrumentalisation des agences de renseignement a déjà commencé au Canada.

Tamara Lich, l'organisatrice principale du Convoi de la liberté, s'est vu refuser la liberté sous caution et est détenue en prison pour avoir violé « l'esprit » des conditions de sa libération sous caution. Sa grand-mère métisse est détenue, accusée d'avoir conseillé de commettre un méfait, pour laquelle personne n'a jamais été emprisonné dans l'histoire du Canada. Trudeau a lancé un mandat d'arrêt pancanadien contre elle, qui est habituellement réservé aux meurtriers de masse et aux terroristes. Les juges et les procureurs impliqués dans cette affaire sont des donateurs libéraux et des militants radicaux. Le message est clair : si vous vous opposez au gouvernement Trudeau, vous subirez le même sort.

Ce qui rend tout cela encore plus grave, c'est que les tribunaux canadiens ont élargi les pouvoirs de la police par des décisions de *common law* [droit commun]. David Ireland, professeur de droit à l'Université du Manitoba, a déclaré : « Le gros problème, c'est qu'on ne peut pas savoir avec certitude ce que la police est autorisée à faire tant qu'on n'est pas au tribunal, parce que le critère (pour établir un nouveau pouvoir de police en *common law*) fonctionne rétroactivement. » La plupart des Canadiens sont complètement inconscients de l'État policier autoritaire dans lequel ils vivent.

La gauche radicale au Canada continuera de suivre la stratégie d'Obama jusqu'à ce qu'elle ait remporté la victoire totale, ce qu'elle est sur le point d'atteindre. La création de la quatrième branche du gouvernement qui permet la surveillance, la poursuite et la détention des dissidents politiques est la clé du programme communiste. Aujourd'hui, elle est utilisée contre Tamara Lich et d'autres personnes qui ont pris position contre le gouvernement de Trudeau—mais demain elle pourrait être utilisée contre vous.

Que pouvez-vous faire face à la calamité qui frappe le Canada, l'Amérique et les autres nations anglophones ? La plupart des gens voient des problèmes dangereux mais ne savent pas pourquoi ils se produisent ni quoi faire à ce sujet. La Bible fournit les réponses. Seule la prophétie biblique peut révéler pourquoi cela se produit et où cela mène. Vous n'avez pas à vivre dans la peur ou le désespoir ; vous pouvez avoir un réel espoir dans le résultat ultime que Dieu veut atteindre pour l'humanité.

Veuillez lire notre livre gratuit [America Under Attack](#) [L'Amérique sous attaque ; disponible en anglais seulement] pour apprendre la vérité sur ce qui se passe autour de vous.